

1981, chapitre 60

**LOI CONCERNANT L'UNION ST-JOSEPH  
DE NOTRE-DAME DE BEAUPORT DEVENANT  
«LA VIGILANCE», SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS**

---

**Projet de loi n° 248**  
**présenté par M. Raymond Gravel**  
Première lecture le 30 novembre 1981  
Deuxième lecture le 19 décembre 1981  
Troisième lecture le 19 décembre 1981  
**Sanctionnée le 19 décembre 1981**

---

**Entrée en vigueur le 19 décembre 1981**

---

**Loi modifiée:**

Acte pour incorporer la société de «Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport» (1877-1878, chapitre 34)







## CHAPITRE 60

Loi concernant l'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport  
devenant «La Vigilance», société de secours mutuels

[Sanctionnée le 19 décembre 1981]

Préam-  
bule.

ATTENDU que l'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport a  
intérêt à ce que sa charte, le chapitre 34 des lois de 1877-1878, soit  
modifiée;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée natio-  
nale du Québec, décrète ce qui suit:

1877-1878,  
c. 34, titre,  
rempl.

**1.** Le titre de l'Acte pour incorporer la société de «Union  
St-Joseph de Notre-Dame de Beauport» (1877-1878, chapitre 34)  
est remplacé par le suivant: «Loi concernant La Vigilance, société  
de secours mutuels».

1877-1878,  
c. 34, a. 1,  
mod.

**2.** L'article 1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, aux trente et trente-et-unième  
lignes, des mots «sous le nom de «Union St. Joseph de Notre Dame  
de Beauport», pour les fins susdites» par les mots «au sens du  
Code civil sous le nom de La Vigilance, société de secours  
mutuels»;

2° par le retranchement, aux trente-septième et trente-  
huitième lignes, des mots «n'excédant pas en valeur annuelle la  
somme de deux mille piastres,»;

3° par le retranchement, aux quarante-huitième, quarante-  
neuvième et cinquantième lignes, des mots «, lesquels règlements  
ne prendront force et effet que lorsqu'ils auront été approuvés par  
le lieutenant-gouverneur en conseil,»;

4° par le retranchement, aux cinquante-troisième et  
cinquante-quatrième lignes, des mots «, sujets toutefois à l'appro-  
bation du lieutenant-gouverneur en conseil».

1877-1878,  
c. 34, a. 3,  
mod.

**3.** L'article 3 de cette loi est modifié par le retranchement, aux treizième, quatorzième et quinzième lignes, des mots «, pourvu toujours que lesdits règlements soient approuvés en la manière ci-dessus mentionnée».

1877-1878,  
c. 34, a. 5,  
remp.

**4.** L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant:

Loi sur  
les assu-  
rances, ap-  
plication.

**«5.** Sous réserve de la présente loi, la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) s'applique à la corporation.»

1877-1878,  
c. 34, a. 6,  
mod.

**5.** L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement, aux quatrième et cinquième lignes, des mots «lorsqu'il sera malade ou à la veuve ou aux orphelins d'un membre décédé» par les mots «, leur famille, personne à charge ou conjoint en raison de l'âge, de la maladie, d'incapacité ou de décès».

Entrée en  
vigueur.

**6.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.